GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ
•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Fondé à Bruxelles en 1979, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 14 novembre 2016

HELLENDORFF Bruno. *« Corée du Nord : le scénario du pire ? »,* Note d'Analyse du GRIP, 14 novembre 2016, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/2136

NOTE D'ANALYSE

CORÉE DU NORD : LE SCÉNARIO DU PIRE ?

Par **Bruno Hellendorff & Thierry Kellner**

14 novembre 2016

Résumé

La Corée du Nord interpelle. Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, les espoirs de détente ont été douchés par l'accélération des provocations de Pyongyang – tirs de missiles et essais nucléaires – aux répercussions régionales majeures. La défense anti-missile (DAMB) constitue ainsi un nouveau point de crispation entre puissances, que la menace nord-coréenne a encouragé. De ces développements inquiétants se dégagent deux questions majeures : de quelles capacités dispose la Corée du Nord, et que veut-elle ? Cette seconde partie d'analyse* restitue l'histoire des différentes crises nucléaires coréennes pour fournir au final un bilan de la situation mais aussi une perspective critique à la fois des réalisations, des ambitions et des contraintes de Pyongyang et des options à disposition de la communauté internationale.

** Première partie : Corée du Nord - Questions nucléaires et balistiques*

Abstract

North Korea: worst-case scenario?

North Korea is a strange country. Since Kim Jong-un took power, hopes of a new détente in the peninsula have been dashed by increasingly frequent provocations by Pyongyang – missiles launches and nuclear tests – with potentially disastrous regional consequences. In this way, North Korean actions prompted the issue missile defense to become a new locus of tensions between regional powers. From these developments, two fundamental questions arise: what capabilities does North Korea have? What does North Korea want? This is second part* of the analysis brings forward a critical view of Pyongyang's ambitions and constrains as well as an open-ended probe into the diplomatic options available to the international community.

** First part: North Korea: Nuclear and ballistic stakes*

Introduction

Le cinquième test nucléaire qu'a mené la Corée du Nord en septembre 2016 a impliqué, pour l'ensemble de la région d'Asie du Nord-Est, la formalisation d'un nouveau statu quo, explicité dans la première partie de cette analyse en deux volets[1].

Le système de défense anti-missile balistique (DAMB) américain que Séoul a accepté de déployer sur son territoire représente un nouveau « nœud » de tensions entre les États-Unis et leurs alliés d'un côté, et la Chine (sans parler de la Corée du Nord) de l'autre. Maintenant que ce déploiement est effectivement programmé, que les débats politiques internes à la Corée du Sud ont laissé la place à un large consensus, et que les pressions chinoises comme russes ont perdu en intensité, il semble clair que les tests balistiques et nucléaires nord-coréens ont eu un effet d'entraînement potentiellement déstabilisant mais prévisible, du moins à un certain degré.

L'ambition affichée de Pyongyang de « renforcer la puissance nucléaire nationale en qualité et en quantité » pour « protéger [sa] dignité et [son] droit à la vie face aux menaces renforcées d'une guerre nucléaire venant des États-Unis »[2] ne représente, en tant que telle, rien de nouveau. La Corée du Nord a souvent alterné entre provocations et ouverture en direction de la communauté internationale. Trop souvent que pour ne pas y déceler un certain calcul. Se pose dès lors la question : que veut Pyongyang ? À l'inquiétante montée en gamme de ses capacités, documentées dans la première section de cette analyse, correspond une justification politique qui se doit d'être également élucidée, au moins en partie.

La présente note poursuit ainsi la discussion entamée sur les intentions du régime de Pyongyang. L'ambition n'y est pas de déterminer, avec un quelconque degré de certitude, ce que va faire Kim Jong-un ou quelle emprise a ce dernier sur le parti et l'armée. Cette note se penchera plutôt sur les héritages du passé, sur les enseignements qu'il est possible de dériver de l'histoire des « crises nucléaires » coréennes depuis les années 1950. À cet égard, l'objectif est une mise en perspective critique de l'approche internationale sur la problématique plutôt qu'une analyse fine des particularismes du régime nord-coréen.

Nous reprendrons d'abord la genèse de la problématique atomique en Corée, abordant à la fois les éléments de contexte apportés par la guerre de Corée (1950-53) et les principes de gouvernance (incluant le nucléaire) qu'en a dérivé le leader Kim Il-sung. Ensuite, nous nous pencherons sur la Corée du Nord nucléaire dont elle détaille l'évolution, sous le « double jeu » de Kim Jong-il puis par « la fuite en avant » de Kim Jong-un. Nous clôturons ce survol par une appréhension critique de la réponse internationale au défi que pose le régime de Pyongyang aujourd'hui.

1. Bruno Hellendorff, « Corée du Nord : capacités nucléaires et balistiques », *Notes d'Analyse du GRIP*, 2 novembre 2016.
2. Minami Funakoshi & Ju-min Park, « North Korea says sanctions push after nuclear test 'laughable' », *Reuters*, 11 septembre 2016.

1. Genèse de la question atomique en Corée

1.1 « Un soldat sans arme est un homme de paille »

En 1952, les États-Unis étaient embourbés dans la guerre de Corée et le sujet était devenu un enjeu électoral de premier plan. Un an plus tôt, le général Omar Bradley avait qualifié le conflit de « mauvaise guerre, au mauvais endroit, au mauvais moment, et avec le mauvais ennemi »[3]. Dans une campagne électorale marquée par la « nucléarisation » de la Guerre froide (Moscou avait fait exploser sa première bombe nucléaire en 1949), les Républicains, emmenés par le candidat Dwight Eisenhower, critiquaient la doctrine d'« endiguement » de Truman. Contenir le communisme ne suffisait plus, il fallait le « refouler » (« *rollback* ») et mettre un terme à la guerre de Corée.

Pour les Républicains, en refusant d'autoriser des frappes nucléaires en Corée, Truman avait fait preuve de faiblesse à l'égard des communistes. Pour mettre fin au conflit, il fallait une politique étrangère « audacieuse », consolidant la suprématie de Washington sans mettre en péril ses finances, ses alliances et la vie de ses soldats : une politique qui évite « les deux maux que sont le militarisme et la faillite »[4]. En pratique, c'est la puissance nucléaire qui devait permettre d'atteindre cet objectif. Il s'agissait de consacrer « un plus grand recours à la puissance de dissuasion, pour moins de puissance militaire à l'échelle locale »[5].

En d'autres termes, la puissance nucléaire devait *servir* à quelque chose, et pas seulement en cas de conflit généralisé. Ce fut la justification de la doctrine de « représailles massives »[6] du Secrétaire d'État John Foster Dulles : les armes atomiques américaines devaient rassurer les alliés, permettre de dépenser moins dans des capacités militaires conventionnelles et dissuader toute nouvelle attaque communiste.

En appui à cet argumentaire, Dulles popularisa l'idée d'une « diplomatie atomique » qui aurait fait ses preuves en Corée. Selon lui, en menaçant de manière crédible la Chine de frappes nucléaires massives, l'administration avait mis fin au conflit « en cinq mois ». Politiquement, l'argument était habile. Mais il faisait l'économie d'un contexte complexe : l'administration Eisenhower n'a pas forcément considéré avec plus de sérieux que l'administration Truman l'usage d'armes nucléaires.

L'épisode de la guerre qui vit le général MacArthur plaider pour un usage massif d'armes nucléaires contre la Chine, critiquer la politique de l'administration puis se voir retirer son commandement par Truman, est désormais bien connu[7].

---

3. Donald E. Schmidt, *The Folly of War: American Foreign Policy 1898-2005*. New York: Algora, 2005, p. 257.
4. John Foster Dulles, « A Policy of Boldness », *Life*, mai 1952, p. 146-148, 151-152, 154, 157.
5. Cité dans: Bob Blaisdell (éd.), *Essential Documents of American History. Vol. II: From Reconstruction to the Twenty-first Century*. Mineola: Dover Publications, 2016, p. 257.
6. Samuel F. Wells, Jr., « The Origins of Massive Retaliation », *Political Science Quarterly*, 96(1), 1981, p. 31-52.
7. Michael D. Pearlman, *Truman & MacArthur. Policy, Politics, and the Hunger for Honor and Renown*. Bloomington: Indiana University Press, 2008.

C'est également sous Truman que les États-Unis réarmèrent massivement, à partir de 1950 et dans une optique dépassant de loin les opérations en Corée[8].

Quant à la République populaire de Chine, elle n'a répondu à la menace d'attaques nucléaires, de quelque administration américaine que ce soit, qu'en renforçant, non en abandonnant, ses propres outils de dissuasion – dont la possibilité d'entraîner l'URSS dans le conflit[9]. Pékin a en fait pris la décision d'intervenir en Corée en sachant pertinemment que les États-Unis pourraient, potentiellement, faire usage d'armes nucléaires : Mao Zedong avait d'ailleurs minimisé l'impact qu'aurait cet usage sur le déroulement du conflit, et ne croyait pas que les États-Unis oseraient employer le feu nucléaire[10]. Pour lui, l'arme atomique n'était qu'une arme conventionnelle plus puissante que les autres. Ce n'était qu'un « tigre de papier » comme il l'avait déclaré en août 1946 à la journaliste américaine Louise Strong[11].

Au final, il est loin d'être établi que le « chantage nucléaire » a effectivement joué un rôle déterminant dans la fin des hostilités en Corée[12]. À l'époque, Staline eut ces mots : « il n'y a qu'une façon pour un paysan de réagir lorsqu'il est attaqué par un loup : le paysan ne cherche pas à donner au loup une leçon de morale, mais tente de le tuer. Et le loup le sait, et agit en conséquence »[13].

Si la menace nucléaire n'a pas été aussi déterminante que le pensaient Dulles ou Eisenhower[14] dans la confrontation des grandes puissances, il est à peu près certain qu'elle a contribué à l'ambition de Pyongyang – comme d'ailleurs à celle de Pékin – de devenir à son tour une puissance nucléaire.

---

8. David Alan Rosenberg, « The Origins of Overkill: Nuclear Weapons and American Strategy, 1945-1960 », *International Security*, 7(4), 1983, p. 3-71; Raymond P. Ojserkis, *Beginnings of the Cold War Arms Race. The Truman Administration and the U. S. Arms Build-Up*. Westport: Praeger, 2003.

9. Edward Friedman, « Nuclear Blackmail and the End of the Korean War », *Modern China*, 1(1), 1975, p. 75-91.

10. Hao Yufan & Zhai Zhihai, « China's Decision to Enter the Korean War: History Revisited », *The China Quarterly*, 121, 1990, p. 94-115; Chen Jian, *China's Road to the Korean War*. New York: Columbia University Press, 1994, p. 142-154, 192-193.

11. «*The atomic bomb is a paper tiger which the US reactionaries use to scare people. It looks terrible, but in fact it isn't. Of course, the atomic bomb is a weapon of mass slaughter, but the outcome of a war is decided by people, not by one or two new types of weapon* ». Mao Zedong cité dans Shu Guang Zhang, « Between 'Paper' and 'Real Tigers': Mao's View of Nuclear Weapons » in: by John Lewis Gaddis, Philip H. Gordon, Ernest R. May & Jonathan Rosenberg (éds.), *Cold War Statesmen Confront the Bomb: Nuclear Diplomacy since 1945*. Oxford : Oxford University Press, 1999, p. 196.

12. Edward C. Keefer, « President Dwight D. Eisenhower and the End of the Korean War », *Diplomatic History*, 10(3), 1986, p. 267-289; Michael Gordon Jackson « Beyond Brinkmanship: Eisenhower, Nuclear War Fighting, and Korea, 1953-1968 », *Presidential Studies Quarterly*, 35(1), 2005, p. 52-75. Voir le numéro spécial d'*International Security*, Vol. 13, n°3, de 1988-1989 et l'ouvrage d'Elizabeth A. Stanley, *Paths to Peace. Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*. Stanford: Stanford University Press, 2009.

13. Edward Friedman, « Nuclear Blackmail and the End of the Korean War », *op. cit.,* p. 81-82.

14. Dwight D. Eisenhower, *The White House Years: Mandate for Change, 1953-1956.* Garden City, N. Y. : Doubleday, 1963, p. 179-180.

La Corée du Nord a été menacée d'attaque nucléaire par les États-Unis à plus de reprises que n'importe quel autre pays – au moins sept fois depuis 1945[15]. Kim Il-sung, qui n'avait pas caché avoir été impressionné par les effets des explosions de Nagasaki et Hiroshima, aurait eu pour coutume de dire qu'« un soldat sans arme est un homme de paille »[16] : pour lui comme pour Dulles, sécurité et dignité nationales requéraient l'usage de l'atome.

1.2 Kim Il-sung, le « *Juche* » et le nucléaire

Au sortir de la guerre de Corée, qui fit des millions de victimes entre 1950 et 1953, la Corée du Nord était un pays ravagé, plus victime collatérale qu'acteur à part entière d'un conflit qui la dépassait largement[17]. Son industrie avait été rasée, sa population terriblement endeuillée et son gouvernement marginalisé dans pratiquement toutes les décisions stratégiques des forces communistes. Les États-Unis avaient sérieusement considéré l'usage d'armes nucléaires sur son territoire, au point d'en dégager la justification à leur doctrine de « représailles massives ». Sur ce même champ de bataille, la Chine de Mao avait bravé la menace nucléaire américaine et perdu des centaines de milliers de « volontaires »[18]. L'ombre soviétique fut omniprésente : avec Mao et Truman puis Eisenhower, Staline a indiscutablement été un acteur central du conflit, même si l'implication soviétique pourtant massive était moins directement visible[19]. C'est seulement à la mort du dirigeant soviétique que les négociations sur un armistice purent être débloquées.

Mais la fin de la guerre ne signifia pas pour autant la fin des tensions dans la péninsule coréenne. La ligne de démarcation entre les deux Corées, fixée au 38e parallèle, fut l'un des principaux « points chauds » de la Guerre froide, d'autant plus instable que les régimes de Séoul et de Pyongyang perpétuaient – et le font toujours – l'ambition d'une réunification[20]. De cette confrontation émergent les contraintes structurelles que les théoriciens d'un régime « paranoïaque » à Pyongyang[21] ne peuvent aujourd'hui ni éviter, ni peut-être même réformer autrement que par une fuite en avant.

15. Leon V. Sigal & Joel Wit, *North Korea's Perspective on the Global Elimination of Nuclear Weapons*. Washington D. C. : The Henry L. Stimson Center, May 2009.

16. Han S. Park, « Military-First Politics (Songun): Understanding Kim Jong-il's North Korea », *KEI Academic Paper Series*, 2(7), 2007.

17. Elizabeth Stanley parle des deux États coréens (République de Corée ou « Corée du Sud » et République populaire démocratique de Corée ou « Corée du Nord ») comme d'« acteurs sans pouvoir dans une guerre oubliée » (guerre « oubliée » car « coincée » dans l'historiographie américaine entre la deuxième Guerre mondiale et la guerre du Vietnam). Elizabeth A. Stanley, P*aths to Peace. Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*. Stanford: Stanford University Press, 2009, p. 65.

18. Chen Jian, *China's Road to the Korean War*. New York: Columbia University Press, 1994.

19. Voir Kathryn Weathersby, « The Soviet Union », in: James I. Matray & Donald W. Boose Jr. (éds.), *The Ashgate Research Companion to the Korean War*. Farnham: Ashgate, 2014, p. 85-96.

20. Pierre Journoud (dir.), *La guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*. Paris : L'Harmattan, 2014.

21. Paul French, *North Korea: The Paranoid Peninsula*. Londres : Zed Books, 2005.

La Corée du Nord des années 1950 et 1960, sous l'impulsion de son Président Kim Il-sung, s'activa à obtenir de Moscou et de Pékin[22] l'assistance nécessaire à la reconstruction et les garanties de sécurité nécessaires à sa survie. Jouant sur les deux tableaux, le leader nord-coréen put sécuriser d'importantes concessions en même temps qu'une réelle autonomie d'action. La Corée du Sud apparaissait de son côté ruinée et pleinement dépendante des États-Unis. Kim Il-sung avait finalement obtenu que les troupes chinoises évacuent la péninsule, ce qui fut achevé en 1958. Dans le même temps, l'administration Eisenhower décidait de répudier une clause de l'armistice, le paragraphe 13(d), qui interdisait l'introduction d'armes nucléaires dans la péninsule. En 1958, Washington commença à déployer en Corée du Sud des missiles et des « canons atomiques » afin de contrebalancer le retrait de la majeure partie de ses troupes.

Pour Kim Il-sung, marqué par son expérience de la guerre, la maitrise du feu atomique est apparue comme la condition de son émancipation et la seule garantie viable de sécurité, face aux centaines d'armes nucléaires américaines pointées vers son territoire[23] mais aussi face à ses patrons communistes à Moscou et à Pékin. À ses yeux, ces derniers, comme le rapporte l'historienne Kathryn Weathersby, avaient en effet plusieurs fois trahi les intérêts nord-coréens[24]. Aussi a-t-il cherché à obtenir cette capacité, à travers l'assistance de ses alliés communistes et en cherchant à lancer ses propres recherches[25]. Pour le président nord-coréen, il s'agissait à la fois de disposer à terme d'une capacité de dissuasion autonome et de donner corps, dans un champ symbolique et stratégique, à ce qui deviendra une idéologie d'État : la doctrine du « *Juche* ».

La doctrine du « *Juche* » associe plusieurs idées et effectue, grossièrement, la synthèse entre les canons marxistes-léninistes et un exceptionnalisme, souvent appelé « néo-confucianiste », coréen. Dayez-Bourgeon explique que « dans les faits, *Juche* rimait aussi avec exaltation patriotique, voire affirmation nationaliste. Pour ses alliés, il signifiait que, bloc socialiste ou pas, la Corée du Nord tenait avant tout à son autosuffisance économique, à son autonomie idéologique et, surtout, à son indépendance politique et culturelle.

---

22. Sur le rôle de Pékin dans la reconstruction de la Corée du Nord voir Zhihua Shen, Yafeng Xia, « China and the Post-War Reconstruction of North Korea, 1953-1961 », *North Korea International Documentation Project Working Paper*, n°4, Woodrow Wilson International Center for Scholars in Washington, D. C, May 2012, 88 pages.

23. Jusqu'à un millier de bombes nucléaires américaines furent stationnées en Corée du Sud, le pic ayant été atteint au milieu des années 1960.

24. Citée dans Murray Hiebert, « Pyongyang Long Sought Atomic Bomb », *The Wall Street Journal*, 18 Mai 2005. En 1956, Pékin et Moscou ont par exemple cherché à sérieusement limiter le pouvoir de Kim Il-sung voire à le renverser. Détails dans James F. Person, « 'We Need Help from Outside': The North Korean Opposition Movement of 1956 », *Cold War International History Project Working Paper*, n° 52, août 2006, 85p. et également James F. Person, « New Evidence on North Korea in 1956 », *Cold War International History Project Bulletin*, Issue 16, « Inside China's Cold War » Edited by Christian F. Ostermann, Washington DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars, Fall 2007/Winter 2008, p. 447-527.

25. Détails sur ces efforts persistants et difficiles dans Balazs Szalontai, Sergey Radchenko, « North Korea's Efforts to Acquire Nuclear Technology and Nuclear Weapons : Evidence from Russian and Hungarian Archives », *Cold War International History Project Working Paper*, n° 54, août 2006, 75p. Voir également les archives reprises sur la page North Korean Nuclear History.

Capitaliste, antirévolutionnaire et dépendant de l'aide américaine, la Corée du Sud incarnait le contre-exemple de la nation *juche*, ce qui la destinait à être un jour ou l'autre libérée par le Nord »[26].

Champ sémantique imposé par le régime à l'ensemble de la société nord-coréenne, le *Juche* est à la fois moteur, objectif et cadre d'une action publique nécessairement contraignante car héroïque. En cela, sa place est dans le discours avant d'être dans la pratique. Il s'agit, en d'autres termes, de la présentation formelle qu'offre le régime de son action ; pas tant son propre référentiel. Pour Myers, l'idéologie dominante en Corée du Nord est en fait bien différente du communisme, du confucianisme ou de la « vitrine » du *Juche*. « Loin d'être complexe », dit-il, « elle peut être résumée en une seule phrase : le peuple coréen est trop pur, et donc trop vertueux, pour survivre dans ce monde mauvais sans un grand leader parental »[27].



La tour du Juche à Pyongyang : un symbole central dans l'idéologie nord-coréenne (crédit : collection privée)

Le référent du *Juche* fournissait sa place à Kim Il-sung, restait à formaliser un programme politique : dès 1962, le régime s'attacha à poursuivre une politique d'« emphase égale », un programme « parallèle de développement économique et militaire »[28] où le militaire prit rapidement le pas sur l'économique.

L'ambition nucléaire de Pyongyang remonte donc à la fois très loin, et met en scène les principaux référents de la propagande officielle – une lutte « à mort » contre l'impérialisme américain et les « valets » de Corée du Sud –, la nécessaire indépendance à l'égard de grandes puissances dominatrices – y compris en non-dit, ses alliés communistes –, la fierté de disposer de l'attribut de puissance ultime, la conviction idéologique du « leader suprême », etc. Depuis Pyongyang, l'enjeu d'une « dissuasion » effective est rien moins que primordial.

26. Pascal Dayez-Bourgeon, *Histoire de la Corée. Des origines à nos jours*. Paris : Tallandier, 2012, p. 203.

27. B. R. Myers, The Cleanest Race. *How North North Koreans See Themselves – and Why It Matters*. New York: Melville House, 2010.

28. Charles K. Armstrong, *Tyranny of the Weak: North Korea and the World, 1950-1992*. Ithaca: Cornell University Press, 2013, p. 133.

2. Corée du Nord nucléaire : développements et moyens

2.1 Kim Jong-il et les crises nucléaires des années 1990 et 2000

Pour un régime construit sur les cendres d'une confrontation dévastatrice entre grandes puissances et consacrant les principes d'indépendance, de « pureté » et d'une direction suprême individualisée, la succession à Kim Il-sung est apparue, dès les années 1970, comme un défi existentiel. À cette époque, rappelle Charles Armstrong, la Corée du Nord « avait cessé d'être une dictature communiste 'normale' […], pour devenir un régime au leadership héréditaire, fermement centré sur la famille Kim »[29].

À partir de 1980, c'est le fils aîné de Kim Il-sung qui s'impose comme successeur désigné. Kim Jong-il est progressivement intégré aux instances dirigeantes, sur base de son « lignage révolutionnaire ». Pour progressive que sa montée en grade ait été, il est néanmoins projeté radicalement dans ce qui sera la « première crise nucléaire coréenne ». Elle atteint son pic en 1994. Les décisions prises alors, peut-être plus encore que les options fondamentales formulées par Kim Il-sung, ont creusé le sillon d'une politique internationale nord-coréenne résolument tournée vers l'escalade, dans les mots et les gestes, et vers la constitution d'une dissuasion « crédible ».

Le régime de Kim Il-sung s'était engagé dans un programme nucléaire dès les années 1950 (cf. *infra*) et voulait éviter d'intégrer le régime multilatéral de lutte contre la prolifération que les deux superpuissances avaient consolidé autour du Traité de non-prolifération ou « TNP ». Cependant, pour obtenir de l'aide de l'Union soviétique, Pyongyang a dû faire des concessions et signer en 1977 un premier accord de « sauvegarde » avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) puis accéder au Traité de non-prolifération (TNP) en 1985. Dans ces négociations, il se voyait reconnaître le droit de mener un programme nucléaire civil mais devait se soumettre aux inspections d'experts chargés de vérifier qu'il ne dissimulait pas d'ambitions militaires.

Pour la Corée du Nord, les années 1990 représentent un moment charnière de son histoire. Le bloc de l'Est à peine disparu, l'Union soviétique s'effondrait, alors que son leader Kim Il-sung était malade (il est mort en 1994) et que son économie marquait le coup. Au contraire, celle de son voisin du sud se développait à toute allure et la Chine poursuivait – non sans heurts – une réforme majeure de son économie et une adaptation de son système idéologique. Pékin, dans le même mouvement – et à la fureur de Pyongyang –, normalisait ses relations avec Séoul en 1992. À la suite de quoi, les dirigeants chinois et nord-coréens ne se rencontreront pas pendant presque sept ans (de 1992 à 1999). La période était donc délicate, et c'est dans ce cadre que les États-Unis ont publié des renseignements confirmant un programme nucléaire militaire nord-coréen. Pyongyang, confrontée à une pénurie énergétique et alimentaire sans précédent, a négocié sa coopération (l'accord avec l'AIEA de 1992) contre une assistance extérieure.

29. Charles Armstrong, « Hereditary Succession in North Korea: Lessons of the Past », *38North*, 25 avril 2012.

Mais l'AIEA a dû constater assez rapidement que le régime nord-coréen ne coopérait pas entièrement : il est devenu évident que le pays avait mis en place un programme de traitement des déchets nucléaires lui permettant d'accumuler du plutonium (cf. *infra*).

La crise faillit dégénérer en conflit ouvert lorsque la Corée du Nord annonça sa volonté de quitter le TNP, et plus encore lorsqu'elle décida de retraiter – sans surveillance de l'AIEA – le combustible usé de son réacteur de Yongbyon. Mais l'administration Clinton, après l'intervention de l'ancien président Carter, finit par négocier un accord avec Pyongyang : l'« accord cadre » de 1994, par lequel la Corée du Nord s'engageait à suspendre son programme nucléaire militaire en échange de garanties de sécurité, de fournitures énergétiques et de la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires à eau légère. Le Kedo (Organisation de développement énergétique coréenne), un consortium regroupant notamment les deux Corées, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne sera mis en place en 1995 pour assurer la construction de deux réacteurs nucléaires à eau légère prévu dans cet accord[30].

De 1994 à 2002 (date de la « mort du Kedo » selon Glyn Ford qui ajoute qu'il fallut néanmoins cinq années de plus pour l'enterrer définitivement)[31], en dépit de l'arrêt des opérations dans les deux sites nucléaires nord-coréens connus, la mise en œuvre de l'Accord cadre va buter sur la mauvaise volonté des uns et des autres[32], mais aussi sur le comportement passé de Pyongyang et sur le stock de plutonium que le pays aurait réussi à constituer – de quoi fabriquer de deux à quatre ogives nucléaires, selon les sources[33]. L'AIEA rapportera régulièrement un manque de coopération de la part de Pyongyang et les États-Unis maintiendront et renforceront les sanctions à l'encontre du régime pour sa responsabilité dans la prolifération à l'échelle mondiale de matières fissiles, de technologies balistiques et nucléaires et d'autres biens à double usage – exactement ce que le TNP a pour but et mandat de combattre. En outre, le programme balistique nord-coréen, lui, continuait à progresser.

À partir de 2002, il est apparu de plus en plus clairement que Pyongyang avait poursuivi un programme d'enrichissement secret de l'uranium. En 2004, il devient même à peu près certain que « le père de la bombe pakistanaise »[34], Abdul Qadeer Khan, a fourni aux Nord-Coréens des éléments de centrifugeuses en échange de technologie de missiles[35].

30. Voir sur le KEDO, Joel S. Wit, Daniel B. Poneman & Robert L. Gallucci, *Going critical: the first North Korean nuclear crisis*. Washington D. C. : Brookings Institution Press, 2004.

31. Glyn Ford & Soyoung Kwon, *North Korea on the Brink: Struggle for Survival*. Londres : Ann Arbor: Pluto Press, 2008, p. 185.

32. *Idem*, p. 183 et ss.

33. Anthony H. Cordesman, *North Korean Nuclear Forces and the Threat of Weapons of Mass Destruction in Northeast Asia*. Washington D. C. : CSIS, 2016, p. 26-27.

34. William J Broad, David E. Sanger & Raymond Bonner, « A Tale of Nuclear Proliferation: How Pakistani Built His Network », *New York Times*, 12 février 2004.

35. Le Pakistan a sa propre version du *Nodong*, appelée Ghauri. IISS, « Pakistan and North Korea. Dangerous counter-trades », *IISS Strategic Comments*, 8(9), 2002 ; Michael Laufer, « A. Q. Khan Nuclear Chronology », *Carnegie Endowment for International Peace*, 7 septembre 2005.

En janvier 2004, Pyongyang ouvre les portes du complexe nucléaire de Yongbyon à une délégation américaine et montre à ses membres le plutonium qui y était produit pour les convaincre que le pays dispose bien d'un outil « de dissuasion »[36]. La crise nucléaire nord-coréenne est relancée.

Ces révélations finissent d'enterrer l'Accord-cadre de 1994[37] et portent un grand coup au rapprochement intercoréen que le président sud-coréen Kim Dae-jung défend sous les couleurs d'une « *Sunshine Policy* » qui culmine avec le sommet historique de Pyongyang en 2000. Le contexte international est marqué par les conséquences des attentats du 11 septembre aux États-Unis et, dans son discours sur l'état de l'Union de 2002, le président George W. Bush associe la Corée du Nord à « l'axe du mal ». La coopération de Pyongyang avec des régimes « voyous » comme la Libye ou la Syrie apparaît aux États-Unis comme une menace de premier plan pour la sécurité nationale, et la lutte contre la prolifération comme une priorité de politique étrangère. La crise demande une réponse, que l'administration Bush accepte, sous la pression chinoise, de concevoir en termes diplomatiques à partir de 2003. Reste que Washington maintien les sanctions en place contre Pyongyang, et demande une suspension du programme nucléaire nord-coréen comme *préalable* à toute avancée significative de sa part.

Un nouvel élan est pourtant donné aux négociations internationales en 2003, nouvelle année charnière, après le retrait officiel de la Corée du Nord du TNP et alors que le régime affiche ouvertement le redémarrage de sa production de plutonium[38]. Ces discussions, qui prennent le nom de « pourparlers à six » rassemblent la Chine, les États-Unis, le Japon, la Russie et les deux Corées. Elles débouchent en 2005 sur un accord de dénucléarisation de la péninsule, où Pyongyang s'engage à abandonner son programme balistique et nucléaire en échange de garanties de sécurité et de la construction sur son sol de deux réacteurs nucléaires à eau légère. Pour la Corée du Nord, ces réacteurs doivent être livrés parallèlement aux engagements qu'elle a pris, c'est-à-dire immédiatement. Pour Washington cependant, ils ne pourront l'être qu'au terme du démantèlement du programme nucléaire nord-coréen. Étant donné cette différence d'interprétation, l'accord ne permettra pas de gérer durablement la crise. Elle prend un nouveau tour en octobre 2006, lorsque Pyongyang fait exploser une bombe nucléaire. Probablement raté (*fizzle*), ce test fait néanmoins de lui une puissance nucléaire *de facto*[39], non intégrée au régime mondial de non-prolifération (donc non reconnue)[40].

36. Siegfried S. Hecker, « Lessons learned from the North Korean nuclear crises », *op. cit*, p. 46.

37. Jonathan Pollack, « The United States, North Korea, and the End of the Agreed Framework », *Naval War College Review*, 56(3), 2003, p. 11-49.

38. Siegfried S. Hecker, « Visit to the Yongbyon Nuclear Scientific Research Center in North Korea », *Senate Committee on Foreign Relations Hearing*, 21 janvier 2004.

39. Depuis 2012, la Corée du Nord a inscrit dans sa Constitution son statut d'« État doté de l'arme nucléaire ».

40. Seung-Ho Joo & Tae-Hwan Kwak (eds.), *North Korea's Second Nuclear Crisis and Northeast Asian Security*. Londres : Routledge, 2016 (2007) ; Jina Kim, *The North Korean Nuclear Weapons Crisis : The Nuclear Taboo Revisited?* Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2014.

2.2 Kim Jong-un et la fuite en avant

Lorsqu'il accède au pouvoir en 2011, Kim Jong-un a, semble-t-il, 28 ou 29 ans. Il est apparu comme le successeur désigné de son père à peine un an auparavant, alors que son père avait lui passé quatorze ans dans l'ombre de son propre géniteur, entre 1980 et 1994, avant de prendre les rênes du pouvoir[41].

Lors de l'enterrement de son père, Kim Jong-un est entouré d'une série de hauts gradés que la presse internationale perçoit comme une variable clé dans le futur du pays : le nouveau leader perpétuera-t-il le système autocratique familial, ou devra-t-il composer avec d'autres figures importantes ? La question se posait d'autant plus que l'armée avait consolidé son influence dans l'appareil d'État (au détriment du parti) dans les années 1990, et après les essais nucléaires de 2006 et 2009.

Officiellement, cette influence de l'armée dans les affaires politiques tire ses racines des années 1960, lorsque le Parti annonce, sous la houlette de Kim Il-sung, que le peuple nord-coréen doit « construire [son] socialisme » par la défense contre l'ennemi « une arme dans une main, le marteau et la faucille dans l'autre »[42]. La compétition avec la Corée du Sud et les États-Unis et la légitimité du régime en place imposent une allocation prioritaire des ressources à l'outil militaire, et au programme balistique-nucléaire en particulier. Dans les années 1990, la chute de l'Union soviétique et de mauvaises conditions climatiques s'ajoutent aux errements politiques et bureaucratiques du régime pour plonger le pays dans une terrible famine, qui fait entre 600 000 et 2 500 000 victimes[43]. Cette famine sera recyclée par la propagande officielle en une période de « marche ardue », faisant le lien avec les épreuves de la guerre de Corée[44], et donnera lieu, en 1995, à la proclamation du « *Songun* » ou « l'armée d'abord »[45].



Le marteau de l'ouvrier, le pinceau de l'artiste et la faucille du paysan : symboles omniprésents du Parti des travailleurs de Corée
(crédit : collection privée)

41. Peter Foster, « North Korean military backs succession of Kim Jong-un », *The Telegraph*, 27 septembre 2010.

42. Dae-Sook Suh, « Arms and the Hammer and Sickle: Kim Il Sung and the Rise of the Partisan Generals in the 1960s », *The Korean Journal of Defense Analysis*, 1(2), 1989, p. 217-239.

43. Stephan Haggard & Marcus Noland, *Hunger and Human Rights: The Politics of Famine in North Korea*. Washington D. C. : US Committee for Human Rights in North Korea, 2005 ; Joshua Stanton & Sung-Yoon Lee, « Pyongyang's Hunger Games », *The New York Times*, 7 mars 2014. Stephan Haggard & Marcus Noland, *Hunger and Human Rights: The Politics of Famine in North Korea*. Washington D. C. : US Committee for Human Rights in North Korea, 2005.

44. Heonik Kwon, « Time Consciousness in North Korea's State Security Discourse», in: Martin Holbraad & Morten Axel Pedersen (éds.), *Times of Security Ethnographies of Fear, Protest and the Future*. New York: Routledge, 2013, p. 203-207.

45. Alexander V. Vorontsov, « North Korea's Military-first Policy: A Curse or a Blessing? », *Brookings (op-ed)*, 26 mai 2006; Ilpyong J. Kim, « Kim Jong Il's Military First Politics », in: Young

Il s'agissait de « vénérer le leadership par l'armée en premier du parti »[46], mais aussi de placer plus formellement encore l'armée (et l'industrie de défense) au cœur de la doctrine officielle du *Juche*[47].

Cette politique du *Songun* est indissociable de l'idéologie du *Juche*. Elle en avance la cause selon le principe suivant : c'est la force des armes – des forces armées coréennes – qui constitue le moteur et la principale force de la révolution socialiste telle qu'imaginée par le régime des Kim, en accord avec l'idéologie du *Juche*. L'armée, dans ce cadre, n'est pas seulement au centre du pouvoir politique, elle *est* le centre : elle est source de légitimité pour toute politique publique, car c'est dans la confrontation armée que s'est forgé le Parti des travailleurs de Corée, c'est encore dans la confrontation armée que s'est révélé la vision politique de Kim Il-sung et c'est toujours par la confrontation armée – avec les États-Unis et la Corée du Sud – que le régime justifie ses choix diplomatiques et politiques. La politique du *Songun* ne fait donc pas de l'armée une institution dominant le parti, mais un instrument valorisé par la dynastie Kim au service de son discours de légitimation et renverse (relativement) habilement l'enjeu de l'allocation des ressources : si l'armée est au centre de toute politique, car la menace est grande et les besoins de la révolution le sont tout autant, alors y consacrer l'essentiel des ressources de l'État est « normal » plutôt que problématique. Les fonds alloués aux forces armées ne sont plus une cause de souffrances pour une population qui manque de tout, mais la solution – à long terme bien sûr…

En 2012, Kim Jong-il, « le dictateur qui avait fait de la Corée du Nord un État nucléaire » était mort[48], et le futur du programme nucléaire national semblait incertain sous la houlette d'un jeune leader inexpérimenté[49]. Cette transition dynastique pouvait témoigner tout autant de la force du régime, de sa stabilité[50], que de sa faiblesse[51]. Kim Jong-un confirma rapidement son intention d'inscrire sa propre action dans la continuité des principes de ses aînés : il parle dès mars 2013 d'une politique du « *byongjin* »[52], c'est-à-dire d'un développement parallèle associant croissance économique et renforcement de l'arsenal nucléaire. Un retour au slogan « une arme dans

---

Whan-kihl & Hong Nack-kim (éds.), *North Korea. The Politics of Regime Survival*. New York: M. E. Sharpe, 2005, p. 59-74.

46. B. R. Myers, The Cleanest Race. *How North North Koreans See Themselves – and Why It Matters*. New York: Melville House, 2010.

47. Voir: Benjamin Habib, « North Korea's nuclear weapons programme and the maintenance of the Songun system », *The Pacific Review*, 24(1), 2011, p. 43-64; Jongseok Woo, « Songun Politics and the Political Weakness of the Military in North Korea: An Institutional Account», *Problems of Post-Communism*, 63(4), 2016, p. 253-262.

48. David E. Sanger, « Kim Jong-il, Dictator Who Turned North Korea Into a Nuclear State, Dies », *The New York Times*, 18 décembre 2011.

49. Bruce Klingner, « Uncertainties over North Korea's Leadership Transition: Broader Contingency Planning is Essential for Regional Stability », *Heritage Foundation*, 10 avril 2012.

50. John Swenson-Wright « North Korea's Leadership Transition: Stability rather than Chaos », *Chatham House Asia Programme Paper 2011/09*, décembre 2011.

51. Scott A. Snyder, « Family Circus: Kim Jong Un's Brothers on North Korea's Future », *The Atlantic*, 19 janvier 2012.

52. Chung Young-chul, Kim Yong-hyun & Moon Kyungyon, « State Strategy in the Kim Jong-un Era: The "Byongjin" Policy of Pursuing Economic and Nuclear Development », *Korea Observer*, 47(1), 2016, p. 1-33.

une main, le marteau et la faucille dans l'autre » en quelque sorte, qui fut confirmé bien plus tard, en mai 2016, lors du septième Congrès du Parti des travailleurs[53].

Le 13 avril 2012, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, le régime de Kim Jong-un procédait au lancement d'une fusée *Unha*-3 (la version « civile » du *Taepondong*-2) qui s'écrasait après moins de deux minutes de vol. La catastrophe fut retentissante, le *New York Times* parlant d'« une humiliation à un milliard de dollars »[54]. Mais les observateurs extérieurs ne manquèrent pas la parade militaire qui, deux jours plus tard, exhiba six ICBM mobiles : les KN08. Il était certes peu probable que ces derniers soient opérationnels, il s'agissait plus vraisemblablement de maquettes, mais leur présence envoyait un message clair, que Kim Jong-un lui-même clarifia plus encore dans son discours : « les puissances étrangères ne sont plus les seules à disposer d'un monopole sur la suprématie militaire » dit-il, « et l'époque où ils nous mentaient et nous menaçaient de leurs armes atomiques est définitivement révolue »[55].

Cet échec sera suivi d'une nouvelle tentative, annoncée, le 12 décembre 2012. Une seconde fusée *Unha*-3 est alors lancée et parvient à placer sur orbite un petit satellite. Sans surprise, le Conseil de sécurité réagit à cette violation flagrante des sanctions en place (1718 en 2006 et 1874 en 2009), par une nouvelle Résolution, la Résolution 2087, adoptée le 22 janvier 2013. Cette dernière appelle une fois encore, dans son paragraphe 3, la Corée du Nord à ne pas mener de nouveau test balistique ou nucléaire. Deux jours plus tard, Pyongyang annonçait néanmoins sa volonté de procéder à un nouveau test nucléaire, ce qu'elle fit le 12 février 2013.

2.3. Depuis 2013 : une crise régionale qui n'en finit pas

Ce troisième test représente un nouveau tournant dans la crise du nucléaire nord-coréen : il ne fait pas que la prolonger, il en change la teneur. Non seulement la transition du leadership accélère plutôt que ralenti le programme nucléaire nord-coréen, malgré ses coûts vertigineux et l'isolement croissant qu'il implique pour le pays, mais ce programme progresse en outre considérablement depuis 2006. Dans un communiqué officiel, Pyongyang déclare que ce test fait usage d'une « bombe A plus petite et légère, différente des précédentes »[56]. Il ne s'agit rien de moins, selon la propagande officielle, que de « démontrer physiquement la bonne performance de la dissuasion nucléaire de la Corée du Nord, qui [est aujourd'hui] diversifiée »[57].

Sur le plan politique, ce test contrarie cependant fortement Pékin, allié historique de Pyongyang et son principal soutien extérieur[58]. Ce dernier, qui s'était fortement engagé

53. James Pearson, « North Korea leader Kim sets five-year economic plan, vows nuclear restraint », Reuters, 8 mai 2016.

54. Choe Sang-Hun & David E. Sanger, « Rocket Failure May Be Test of North Korean Leader's Power », *New York Times*, 13 avril 2012.

55. Stan Grant, « North Korea's young leader breaks the mold », *CNN*, 16 avril 2012.

56. « KCNA report on successful 3rd underground nuclear test », *Korean Central News Agency*, 12 février 2013.

57. *Idem*.

58. Xiaohe Cheng, « North Korea's Third Nuclear Test and Its Impact on Sino-North Korean Relations », *The Journal of East Asian Affairs*, 27(1), 2013, p. 23-46.

dans la décennie 2000 à travers les « pourparlers à six » pour tenter de trouver une issue à la crise du nucléaire nord-coréen[59], a en effet exprimé à plusieurs reprises son souhait de voir la Corée du Nord s'abstenir de procéder à un tel essai. Une mise en garde dont Pyongyang n'a tenu aucun compte. Aussi, Pékin a-t-il voté en mars 2013 en faveur de la résolution 2094 des Nations unies lui imposant des sanctions et surtout, une première, en adoptant des mesures de sanctions unilatérales à son égard (notamment dans le secteur bancaire). En avril 2013, le ministre des Affaires étrangères chinois a clairement mis en garde Kim Jong-un contre la poursuite de ce programme, un développement inédit dans les relations bilatérales depuis une décennie. Le ministère du Commerce chinois publie quelques mois plus tard une liste d'équipements et de substances chimiques interdits à l'exportation vers la Corée du Nord[60]. D'autres mesures (restriction au tourisme, suspension de certains projets d'infrastructure et de certaines importations de produits de pêche nord-coréens...) sont également prises et le 8 mars 2014, Pékin, faisant un pas de plus, fixe une « ligne rouge » à la Corée du Nord en déclarant qu'il ne permettra ni le chaos ni la guerre dans la péninsule coréenne et en rappelant que « la paix » ne peut venir que par le biais de la « dénucléarisation »[61]. Autant de gestes symbolisant un durcissement inédit de la politique chinoise à l'égard de Pyongyang et de ses ambitions nucléaires à ce moment.

Le gouvernement chinois conserve cependant de très puissants intérêts au maintien du statu quo : peu de scénarios consécutifs à la chute du régime à Pyongyang lui semblent favorables (déstabilisation de la péninsule, migrations incontrôlées, installation militaire américaine à sa frontière…). C'est d'ailleurs sur ce calcul, bien compris des trois générations de Kim qui se sont succédé à la tête de la Corée du Nord depuis les années 1950, que continue de reposer la réticence chinoise à durcir la pression sur un régime qui en tire largement profit jusque-là. Reste que la Chine a également un intérêt vital à la dénucléarisation de la Corée du Nord, apparu de manière évidente à l'occasion du test de 2013[62]. Plus que jamais, le dossier du nucléaire est devenu un facteur d'irritation récurrente dans leurs rapports bilatéraux, marqués par un refroidissement depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un en 2011. Le nombre d'échanges diplomatiques de haut niveau a en effet chuté considérablement. En rupture avec ses prédécesseurs, à l'automne 2016, le président Xi Jinping n'a toujours pas rencontré son homologue nord-coréen alors qu'il s'est entretenu à plusieurs reprises depuis 2013 avec la présidente sud-coréenne et l'a même invitée à Pékin à l'occasion de la commémoration des 70 ans de la

59. Yang Xiyu, « China's role and Its Dilemmas in the Six-party talks », in: Carla Freeman (éd.), *China and North Korea : strategic and policy perspectives from a changing Chin*a. New York: Palgrave Macmillan, 2015, p. 179-188.

60. Jane Perlez, « China Bans Items for Export to North Korea, Fearing Their Use in Weapons », *The New York Times*, 24 septembre 2013.

61. Michael Martina & Ben Blanchard, « China draws 'red line' on North Korea, says won't allow war on peninsula », *Reuters*, 8 mars 2014.

62. Shi Yinhong, « Painful Lessons, Reversing Practices, and Ongoing Limitations: China Facing North Korea since 2003 », in: *China and North Korea: strategic and policy perspectives from a changing Chin*a, *op. cit.,* p. 27 et ss.

fin de la Seconde Guerre mondiale – une commémoration hautement symbolique à laquelle le leader nord-coréen brillait par son absence.

Malgré les turbulences provoquées dans ses relations avec Pékin, Pyongyang s'est opiniâtré dans ses ambitions. Il a accru la fréquence et la variété de ses essais de missiles – tirs de missiles à moyenne portée en mars 2014, essais de missiles tirés depuis un sous-marin en mai, novembre et décembre 2015, tirs de missiles balistiques de portée intermédiaire (IRBM) et de missiles balistiques lancés depuis des sous-marins (SLBM) (ex : 31 mai 2016, 22 juin 2016 et le 29 août 2016) – et a procédé à deux nouveaux essais nucléaires en janvier puis en septembre 2016, à la consternation de la communauté internationale ainsi que de la Chine. En réaction, la République populaire a voté en faveur de la résolution 2270 des Nations unies du 2 mars 2016[63] entérinant de nouvelles sanctions contre le régime nord-coréen[64], adopté en avril 2016 une nouvelle série de sanctions unilatérales[65], et finalement, à la suite de l'essai de septembre 2016, décidé d'accroître, malgré leurs relations délicates sur de nombreuses questions, son niveau de coopération avec Washington au Conseil de Sécurité des Nations unies sur le dossier du nucléaire nord-coréen[66].

En raison des hésitations précédentes de Pékin, beaucoup d'observateurs demeurent sceptiques quant à la volonté chinoise d'appliquer une pression déterminante sur son voisin nord-coréen malgré ses provocations[67]. Même s'il est trop tôt pour savoir jusqu'où le rapprochement sino-américain sur ce dossier pourrait mener, la possibilité d'une entente entre Washington et Pékin sur une position plus incisive à l'encontre du régime de Kim Jong-un ne peut être totalement écartée[68].

---

63. Voir Chen Qin, « Closer Look: Why China Is Getting Tougher on North Korea », *Caixin Online*, 14 mars 2016.

64. Voir texte de la résolution, disponible ici.

65. Le ministère du Commerce chinois a établi une liste de produits dont l'importation et l'exportation sont interdites depuis ou vers la Corée du Nord (y compris le charbon, le fer et le minerais de fer, l'or, le titane et les terres rares).

66. Reuters, « U. S. and China Vow Greater Cooperation After North Korean Nuclear Test », *Fortune*, 20 septembre 2016.

67. Difficile de se prononcer sur ce point. L'attitude de Pékin reste ambiguë. Les informations sont contradictoires. Pour M. Brazil, les restrictions sur certaines exportations à destination de la Corée du Nord décidées au début de l'année 2016 par la Chine semblent ainsi n'avoir été que temporaires. Voir : Matthew Brazil, « The Stable Door and Chollima: Chinese Computers and North Korean IT », *China Brief*, 16 (16), 26 octobre, 2016. D'un autre côté, Pékin a entamé une enquête sur la firme *Dandong Hongxiang Industrial Development Co* (DHID) sanctionnée par Washington pour ses activités en direction de la Corée du Nord ainsi que sur la succursale de la banque nord-coréenne *Korea Kwangson Banking Corp.* (KKBC) installée dans la ville frontière chinoise de Dandong. Voir « U. S. sanctions Chinese firm tied to North Korea's nuclear program », *Reuters*, 26 septembre 2016 et Adam Cathcart, « Unraveling China-North Korea Relations », *The Diplomat*, 27 septembre 2016.

68. Une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies est restée longtemps en cours de négociation, mais la Chine aurait explicitement annoncé vouloir attendre le résultat des élections aux Etats-Unis. Elizabeth Shim, « Report: China postponing U.N. North Korea resolution till after U.S. election », *UPI*, 4 novembre 2016.

C'est qu'à Pékin, la pression croît. Le nucléaire nord-coréen risque de réduire encore la marge de manœuvre de la Chine face à un voisin déjà très récalcitrant. Les provocations et décisions de Pyongyang érodent considérablement, dans leur ampleur et leur répétition, l'intérêt fondamental de Pékin à le maintenir en place. L'image de la Corée du Nord auprès des élites et de l'opinion publique chinoises s'est aussi très fortement dégradée ces dernières années du fait de sa politique nucléaire et d'autres facteurs (nature du régime, incidents à la frontière avec la Chine, dédain total pour les avertissements chinois et les intérêts de Pékin, etc.)[69].

Ils sont de plus en plus nombreux en République populaire – de l'ordre de 60 % selon des estimations évoquées dans *Global Times*[70] – à considérer Pyongyang davantage comme un fardeau que comme un atout pour la RPC, ce qui pourrait peser à terme sur les choix de Pékin et même faciliter des décisions en défaveur de Pyongyang, même si le poids de l'opinion publique sur la prise de décision en Chine demeure très difficile à estimer. C'est en tout cas un facteur d'incertitude dont Pyongyang pourrait avoir à tenir compte dans l'avenir.

Parallèlement, les choix de Pyongyang ont eu pour effet de remettre en cause la « politique de confiance » (*trustpolitik*) lancée à l'égard de la Corée du Nord par la présidente sud-coréenne Park Geun-hye après son élection. Cette politique était destinée à permettre un rapprochement entre les deux pays en jouant sur une combinaison, qui se voulait efficace et équilibrée, d'options politiques contradictoires, tels que la pression et le dialogue, la dissuasion et la coopération, tout en séparant les problèmes humanitaires de ceux liés à la politique et de sécurité. Face aux différentes provocations nord-coréennes, la présidente sud-coréenne a finalement été amenée à y renoncer. Dans un discours devant l'Assemblée nationale à Séoul en février 2016, elle a ainsi déclaré : « il est devenu clair que [notre] approche actuelle et [notre] bonne volonté ne vont pas stopper le programme nucléaire du régime nord-coréen »[71]. Les derniers canaux de communication entre les deux pays, que la présidente avait espéré redynamiser à son arrivée au pouvoir, ont été complétement fermés à ce moment[72]. Le rapprochement sino-sud-coréen qui s'était dessiné à partir de 2013 a également fait les frais de la poursuite par Pyongyang de ses ambitions nucléaires. Il s'est en effet heurté à l'incapacité de Pékin – selon Séoul – de restreindre les provocations de Kim Jong-un[73], avant de dérailler complètement après le cinquième test nucléaire de Pyongyang, lorsque la Corée du Sud a accepté le déploiement d'un système de défense anti-missile balistique (DAMB) américain « THAAD » sur son territoire (malgré des menaces chinoises de rétorsions)[74]. Cette détérioration des relations sino-sud-coréennes provoquée par les choix de Pyongyang a à nouveau écorné les intérêts chinois Pékin cherchait en effet

69. Nathan Beauchamp-Mustafaga, « Chinese Public Opinion and North Korea: Will Anger Lead to Policy Change ? », *China Brief*, 15(1), 9 janvier 2015.

70. « Public opinion may alter China's NK policy », *Global Times*, 15 février 2016.

71. Jack Kim, « South Korea's Park, in reversal, vows hard line with North Korea », *Reuters*, 16 février 2016.

72. « The South's 'trustpolitik' towards North Korea has unravelled », *The Economist*, 20 février 2016.

73. Patricia M. Kim, « Lost Illusions. How Beijing Failed to Woo Seoul », *Foreign Affairs*, 30 septembre 2016.

74. Voir Bruno Hellendorff, « Corée du Nord : capacités nucléaires et balistiques », *Note d'Analyse du GRIP*, 2 novembre 2016.

– avec un certain succès jusque-là – à utiliser son rapprochement avec Séoul pour affaiblir le triangle Japon/Corée du Sud/États-Unis en Asie de l'Est et renforcer ainsi, de son point de vue, sa sécurité nationale. Un objectif que la politique de Pyongyang a donc sérieusement mis à mal.

Malgré la méfiance latente existant dans les relations entre la Corée du Sud et le Japon[75], la politique de Pyongyang a poussé chacun de ces deux pays à approfondir leur coopération sécuritaire avec Washington. Le déploiement du système THAAD américain en Corée va nécessairement amener dans son sillage une mise en réseau des informations obtenues par son radar, et une communication « en couches » avec les autres éléments de défense anti-missiles présents dans la zone – au Japon, sur les navires de la marine américaine[76]. Ce déploiement n'oblitèrera vraisemblablement pas tous les obstacles à une coopération militaire plus structurée entre Séoul et Tokyo, dont les relations souffrent de désaccords relatifs à leur passé partagé et à des disputes territoriales en mer du Japon[77]. Mais il pourrait néanmoins contribuer à accentuer un processus de rapprochement qui est actuellement d'ores et déjà enclenché. La Corée du Sud, le Japon et les États-Unis ont récemment convenu de travailler ensemble pour mettre davantage de pression sur la Corée du Nord afin qu'elle abandonne son programme nucléaire et balistique[78]. Parallèlement, Séoul a annoncé son intention de reprendre les pourparlers avec le Japon pour la conclusion d'un accord de partage direct des renseignements militaires sur les activités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord – une possibilité gelée depuis 2012[79]. Un « *General Security of Military Information Agreement* » (GSOMIA) pourrait donc être conclu avant la fin de l'année entre les deux pays, concrétisant leur rapprochement face à la menace que fait peser Pyongyang[80].
Quoi qu'il en soit, les ambitions nucléaires de Kim Jong-un ont de toute façon déjà offert le meilleur justificatif possible à Séoul, Tokyo et Washington pour se rapprocher, renforcer leur coopération militaire mais aussi leur dispositif de défense domestique, un développement contraire non seulement aux intérêts de Pyongyang mais aussi à ceux de la Chine comme le montre les critiques continues de Pékin face au déploiement d'un système THAAD sur le territoire sud-coréen[81]. Si la Chine concentre aujourd'hui ses critiques sur Séoul et Washington, ces développements n'auraient pas été possibles sans les provocations de Pyongyang, un constat que certains n'oublieront peut-être pas à Pékin…

---

75. Voir : Scott Snyder, Brad Glosserman, *The Japan-South Korea identity clash : East Asian security and the United States*. New York: Columbia University Press, 2015.

76. Voir Bruno Hellendorff, « Corée du Nord : capacités nucléaires et balistiques *», Note d'Analyse du GRIP*, 2 novembre 2016, *op. cit.*

77. Voir : Peter Murphy, « The Limits of the Japan-South Korea Military Relationship », *The Diplomat*, 21 septembre 2016.

78. « Japan, U. S., South Korea agree to put more pressure on North Korea: Japan official », *Reuters*, 27 octobre 2016.

79. Ce type d'informations passe actuellement par Washington.

80. Yoshihiro Makino, « Seoul to put aside differences with Tokyo, seal intelligence deal », *The Asahi Shimbun*, 27 octobre 2016.

81. « Pékin continue de s'opposer fermement au déploiement du THAAD en Corée du Sud », *KBS World Radio*, 1er octobre 2016.

Conclusion

Depuis 2013, le régime nord-coréen a poursuivi ses provocations : un nouveau test nucléaire en janvier 2016, et un cinquième en septembre de la même année. En quatre ans, Pyongyang a également mené plus d'une vingtaine de tests de missiles, dont le lancement d'un missile (le « KN-11 ») lancé depuis un sous-marin, une première. Autant d'actions pourtant formellement interdites depuis 2006 par le Conseil de sécurité des Nations unies et qui ont contribué à isoler le pays comme jamais auparavant – au point que même son allié historique, la Chine, soutient des mesures de sanctions qu'elle n'avait jamais considérées auparavant.

Alors, le régime de Kim Jong-un a-t-il finalement atteint ses objectifs ? La poursuite de l'option nucléaire par le régime nord-coréen a en fait produit des résultats mitigés. D'un côté, Kim Jong-un dispose effectivement aujourd'hui d'une arme de destruction massive, d'une menace crédible envers son voisin du sud, les forces américaines stationnées à proximité et le territoire japonais. Quoiqu'encore limitée en termes de fiabilité et de portée, cette capacité détaillée dans la première partie de cette analyse n'en altère pas moins les paramètres fondamentaux de la stabilité en Asie du Nord-Est. L'inquiétude est d'ailleurs en hausse dans toute la région. Ce « nouveau statu quo », que cherche à imposer une Corée du Nord se voulant puissance nucléaire, renforce vraisemblablement le régime de Kim Jong-un sur le plan domestique, en termes de prestige et de légitimité du régime. Il lui confère également un sérieux outil de chantage et de dissuasion à l'international, ainsi qu'une carte maîtresse dans toute négociation future.

D'un autre côté, il n'est pas certain que la sécurité du régime de Kim Jong-un soit renforcée, ni que sa marge de manœuvre diplomatique soit véritablement agrandie. En effet, le régime est plus isolé que jamais : même le soutien de Pékin est devenu plus incertain. Ses provocations répétées ont aussi ouvert la possibilité que Séoul et Tokyo n'en viennent à se doter à leur tour de capacités nucléaires pour y répondre, un développement certes difficilement envisageable à court terme mais qui n'est cependant plus exclu[82] et dont la seule perspective pourrait entraîner une escalade dangereuse avec Pékin. Quant à la marge de négociation diplomatique de Pyongyang, il n'est pas certain qu'elle soit réellement élargie. Au vu des sacrifices consentis pour obtenir la maîtrise du feu nucléaire, et de la place qu'a pris ce programme dans le système de légitimation du régime de Kim Jong-un, il semble peu probable que Pyongyang consente à une « dénucléarisation » effective. Dans ces conditions, que négocier ? Les possibilités de compromis semblent s'amenuiser…

L'enjeu du déploiement d'un système THAAD en Corée du Sud condense ces difficultés et les concrétise. Le système pose de gros problèmes à la Chine et à la Russie qui y voient un risque pour leur propre outil de dissuasion, et place de la sorte la Corée du Sud dans cette position inconfortable que sa diplomatie a traditionnellement cherché à éviter : celle de « la crevette au milieu des baleines », du petit pays coincé entre des géants qui s'affrontent.

82. On assiste en effet à un renouveau du débat sur ce sujet en Corée du Sud. Une majorité de la population sud-coréenne serait favorable à ce que Séoul détienne ses propres capacités dans ce domaine. Voir « A shrimp among whales », *The Economist*, 29 octobre 2016.

Le système THAAD remplit en outre une fonction particulière : il constitue un élément à part entière du mécanisme de « réassurance » des États-Unis à l'égard de leurs alliés sud-coréens, qui permet aux premiers de renforcer leur propre défense contre les missiles et de disposer d'un palier (d'une « sécurité ») supplémentaire dans l'escalade vers un conflit nucléaire ouvert, et qui permet aux seconds d'opposer une réponse militaire spécifique aux provocations de Pyongyang – sans passer par la case « frappes préventives ». Par ses provocations, la Corée du Nord a donc précipité ce déploiement, liant de la sorte son ambition nucléaire aux relations entre grandes puissances. Paradoxalement, le déploiement du THAAD dissocie les intérêts américains et coréens dans la péninsule en même temps qu'il les lie : la défense anti-missile peut fournir le liant nécessaire à une « trilatéralisation » des alliances américaines dans la région (États-Unis, Japon, Corée du Sud), mais elle peut aussi amener Pyongyang à adopter une posture plus agressive encore. Pour la Corée du Nord, la défense THAAD amoindrit son outil de dissuasion et réclame soit le développement de nouvelles capacités (missiles plus avancés technologiquement) soit la consolidation d'une doctrine de frappes massives, saturant les défenses. Une telle attaque de « saturation » ne pourrait avoir pour cibles que les grands centres urbains et bases militaires en Corée du Sud, car Pyongyang dispose de centaines de missiles à courte portée mais peu d'engins à plus longue portée (capables d'atteindre, par exemple, Okinawa ou Guam). En d'autres termes, le déploiement du THAAD risque de concentrer la menace balistique et nucléaire nord-coréenne sur le territoire sud-coréen.

Aujourd'hui, un nouveau *statu quo* semble donc se mettre en place dans la péninsule coréenne mais il est chargé d'incertitudes. Plusieurs scénarios sont envisageables au stade actuel : un pourrissement de la situation avec des conséquences incalculables ; une entente entre grandes puissances qui s'attachent à stopper d'une manière ou d'une autre Pyongyang[83] ; le déclenchement d'une course aux armements nucléaires en Asie de l'Est ; ou une reprise des négociations dans le cadre des « pourparlers à six ». Dans ce dernier cas, les négociations feraient difficilement l'économie d'une reconnaissance de la Corée du Nord comme puissance nucléaire. Mais cette dernière possibilité est-elle acceptable pour la communauté internationale ? Faudra-t-il récompenser les provocations de Pyongyang et sa politique de fait accompli pour obtenir des concessions de sa part ?

Un dernier scénario est l'effondrement – provoqué ou non – du régime de Pyongyang et ses incertitudes : quels mouvements de population attendre, et quel avenir politique imaginer pour la péninsule coréenne, pour quel coût ? Quelle réaction aurait la Chine si une réunification avait lieu sous l'égide de Séoul et Washington ? Enfin, qui disposerait alors des armes nucléaires nord-coréennes ? À mesure que s'étoffe l'arsenal nucléaire et balistique de Kim Jong-un, ce dernier scénario prend de plus en plus l'allure d'un cauchemar pour tous les États de la région. En d'autres termes, le calcul chinois pourrait devenir l'évaluation de tous : l'incertitude entourant l'avenir d'une Corée « post-Kim » serait pire que les provocations et rodomontades de Pyongyang, tant que ces dernières ne dégénèrent pas en conflit ouvert.

83. Au-delà de l'option militaire (sous forme de frappes « chirurgicales » ou d'une invasion terrestre très improbable), extrêmement risquée, un durcissement drastique des sanctions (et de leur mise en œuvre par Pékin) pourrait créer de gros souci à Pyongyang.

Certaines discussions non-officielles ont d'ailleurs déjà eu lieu entre Nord-Coréens et Américains qui laissent à penser que le « cauchemar coréen » pourrait accoucher de nouvelles négociations.

Adversaire désigné et ennemi utile du régime de Pyongyang, c'est aux États-Unis que revient la délicate responsabilité de prendre la main. L'option que choisira l'administration Trump, dans un contexte plus général de montée des tensions avec la Russie et la Chine et de crise politique en Corée du Sud, aura des répercussions majeures sur le régime de non-prolifération et sur les principes fondamentaux de gouvernance internationale. Un casse-tête en même temps qu'une épée de Damoclès que les choix du leader nord-coréen renforcent chaque jour un peu plus.

* * *

Les auteurs

Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP depuis 2011, où ses recherches portent principalement sur les questions de paix et sécurité, ainsi que les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique. Il est également doctorant à l'UCL, où il poursuit une thèse sur la politique étrangère de l'Indonésie.

Thierry Kellner est Docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) de Genève. Il est maître de conférence à l'ULB, chercheur associé à plusieurs centres de recherches de l'ULB (REPI, EASt, CECID, OMAM, IEE) ainsi qu'au GRIP. Il est l'auteur de nombreuses études portant sur la politique étrangère de la Chine, la question du Xinjiang/Turkestan oriental, la géopolitique de l'Asie centrale et de l'espace caspien, le golfe Persique, les questions énergétiques, l'histoire de l'Iran ainsi que la politique asiatique de l'Iran.

Avec le soutien de la

Wallonie